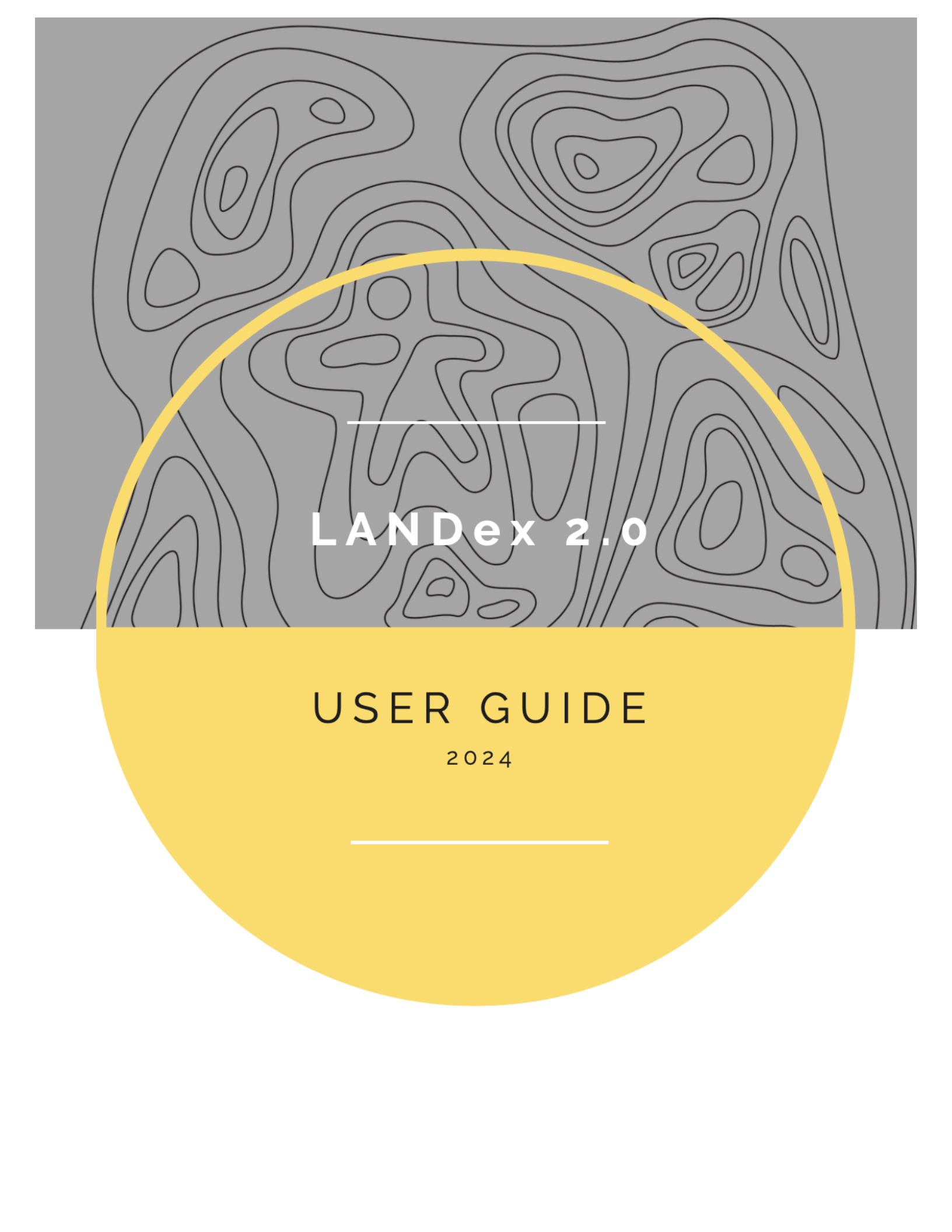


The background of the cover features a grey topographic map with white contour lines. A large yellow circle is centered on the page, with its top half overlapping the map and its bottom half being a solid yellow color.

LANDex 2.0

USER GUIDE

2024

Origines du LANDex

LANDex est un indice mondial de gouvernance foncière qui vise à placer les personnes au centre des données foncières, à démocratiser le suivi des terres et à construire un écosystème de données qui capture mieux l'expérience complexe de la gouvernance foncière par des perspectives différentes. L'outil est né de la nécessité, énoncée dans la feuille de route de l'ILC pour la mise en œuvre de la stratégie de l'ILC 2016-2021, de développer un outil de données qui permettrait aux plateformes nationales de saisir l'évolution de la gouvernance foncière par rapport aux *10 engagements de la gouvernance foncière centrée sur les personnes (PCLG)*¹.

Un premier exercice de cadrage a permis d'identifier un grand nombre d'indicateurs utilisés pour le suivi des terres au sein de la Coalition. Afin de réduire la fragmentation et d'amplifier les efforts en cours, il a été défini que LANDex devrait refléter les indicateurs, méthodologies et initiatives de suivi existants et normaliser la collecte de données à travers une diversité de membres en élevant les bonnes pratiques et en les rendant reproductibles. En outre, l'outil serait également utilisé par les membres en réponse à un besoin croissant de collecter et d'utiliser des données participatives et inclusives sur la gouvernance foncière, un type de données rarement incluses dans les processus de données officiels. Ces données amélioreraient la visibilité des organisations populaires, des groupes d'intérêt, des peuples Autochtones, des communautés locales et d'autres groupes et individus au cœur du travail de l'ILC, en les faisant participer au suivi de la mise en œuvre des principaux cadres de gouvernance foncière et d'orientation des droits qui ont un impact sur leur environnement, leurs moyens de subsistance et leur bien-être. Enfin, il a été envisagé que LANDex soit visuellement attrayant et accessible, disponible en ligne et dans des formats téléchargeables pour toute personne souhaitant l'utiliser ou contribuer aux données. De la même manière, les résultats² seraient également mis à la disposition du grand public et utilisés par les membres de l'ILC pour des actions de plaidoyer fondées sur des preuves et pour raconter leurs propres histoires.

Au cours des quatre années qui ont suivi le lancement de LANDex, les membres de l'ILC ont recueilli des données dans 31 pays, principalement là où des coalitions nationales foncières (CNFs) ont été créées en tant qu'espaces multipartites pour une gouvernance foncière inclusive. Dans 26 pays, des ensembles de données complets ont été collectés, et des

¹ En savoir plus sur nos [10 engagements](#)

² Pour en savoir plus sur les réalisations des données LANDex, consultez le dernier rapport d'analyse des données : [QUATRE ANS DE DONNÉES SUR LA TERRE](#)

ensembles de données partiels ont été collectés dans cinq pays. Les données LANDex ont été collectées dans sept pays africains (Cameroun, Kenya, Liberia, Sénégal, Afrique du Sud, Togo et Ouganda), huit pays asiatiques (Bangladesh, Cambodge, Inde, Indonésie, Kirghizstan, Mongolie, Népal et Philippines), trois pays d'Europe de l'Est, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ainsi que trois pays d'Afrique de l'Ouest, trois pays de la région Europe de l'Est, Moyen-Orient et Afrique du Nord (EMENA) (Albanie, Kosovo et Jordanie), et 13 pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ensembles complets de données en Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Équateur, Guatemala, Nicaragua et Pérou. Des ensembles de données partiels supplémentaires au Belize, à la Grenade, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-les-Grenadines et à Trinité-et-Tobago).

Le LANDex en bref

LANDex est un indice de gouvernance foncière qui utilise des indicateurs communs pour mesurer les progrès vers une gouvernance foncière centrée sur les personnes. L'indice est basé sur 33 indicateurs communs, organisés selon les 10 engagements de l'ILC pour une gouvernance foncière centrée sur l'homme (PCLG).

NOTRE OBJECTIF : UNE GOUVERNANCE FONCIÈRE CENTRÉE SUR LES PERSONNES



Pour en savoir plus sur nos [10 engagements](#) et télécharger notre liste complète d'[indicateurs LANDex](#), consultez le site web.

Les indicateurs LANDex suivent une structure A-B-C qui reflète une approche basée sur les droits de l'homme (HRBA) pour le suivi et l'évaluation de chaque engagement à trois niveaux :

A : la solidité du cadre juridique

B : les niveaux de mise en œuvre

C : l'impact ou les résultats de ces interventions

Dans l'approche fondée sur les droits de l'homme pour le suivi, ces trois niveaux sont appelés a) indicateurs structurels, b) indicateurs de processus et c) indicateurs de résultats. Ces termes peuvent être utilisés de manière interchangeable avec ceux utilisés dans LANDex.

Le tableau ci-dessous présente une vue d'ensemble des indicateurs LANDex selon la structure A-B-C, organisée en fonction des 10 engagements.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
B	B.1	B	B	B	B	B	B	B.1	B
C	B.2	C	C	C.1	C	C	C	B.2	C
	C			C.2				C	

Tous les indicateurs LANDex sont établis sur une échelle de 0 à 100, où 100 représente le score le plus élevé possible. Derrière ces scores, LANDex utilise une diversité de données qualitatives et quantitatives. Les indicateurs sont souvent divisés en blocs thématiques, ou modules, ce qui permet d'organiser l'information en fonction d'un certain sujet et d'analyser les données au niveau des sous-indicateurs.

Les indicateurs LANDex dépendent de plusieurs sources de données, y compris des données officielles et de recensement, des données provenant d'enquêtes et d'initiatives globales, ainsi que des données générées par des évaluations guidées, que nous avons appelées évaluations basées sur la population. Au total, les indicateurs LANDex dépendent de trois types de méthodologies :

- Indicateurs basés sur les personnes :

Évaluations guidées sous forme de questionnaires structurés sur un thème spécifique. Plus de la moitié - 18 sur 33 - des indicateurs du LANDex reposent entièrement ou partiellement sur des évaluations basées sur les personnes, qui se sont avérées être un moyen fondamental de recueillir les perceptions et les expériences vécues de la gouvernance foncière auprès des groupes cibles. Ce type de collecte de données est efficace pour recueillir des données qualitatives telles que les opinions, les attitudes, les croyances politiques et sociales, ainsi que les taux de satisfaction ou les perceptions d'inclusion. Comme nous l'avons mentionné plus haut, ces indicateurs incluent une série de questions auxquelles les personnes interrogées répondent afin d'évaluer les progrès accomplis sur un sujet subjectif. Enfin, afin de garantir la qualité des données

relatives aux questions par rapport au cadre juridique, 10 de ces 18 indicateurs reposeront sur des évaluations réalisées par des experts juridiques désignés.

- Indicateurs numériques ou de calcul :

Il s'agit d'indicateurs basés sur des données quantitatives existantes. Pour ces indicateurs, les membres identifient des données spécifiques pour calculer le score de l'indicateur, par exemple, le nombre d'hectares revendiqués par les peuples Autochtones dans un pays et combien d'entre eux ont été reconnus. Ces indicateurs utilisent des données secondaires, provenant à la fois de sources officielles et de collecteurs tiers. Bien que de nombreux indicateurs de calcul proposent des sources de données probables - recensement national ou données d'enquête, par exemple - aucune source de données spécifique n'est requise, pour autant que les données fournies soient compatibles. Il se peut que certaines des données que nous demandons n'existent pas dans votre pays ou qu'elles existent sous une forme légèrement différente. Ce n'est pas grave ! Le LANDex permet également de cartographier les données manquantes

- Indicateurs des initiatives mondiales en matière de données :

Indicateurs pour lesquels la source de données a été prédéterminée, soit parce qu'il n'existe pas d'autre source de données viable, soit parce que la source est un collecteur de données connu avec une bonne couverture sur une question qui est d'une importance centrale pour l'indice, tels que les indicateurs sur la perception de la sécurité foncière parmi les populations rurales basés sur les données Prindex, ainsi que l'indicateur de corruption dans le secteur foncier basé sur les données collectées par Transparency International. Ces indicateurs comprennent également un indicateur unique de base de données intégrée, dirigé par le groupe de travail ALLIED sur les données, qui comptabilise le nombre total d'attaques vérifiées contre des défenseurs des droits Autochtones, fonciers et environnementaux dans un pays au cours des 12 derniers mois. L'indicateur 10C, dont les informations proviennent de sources multiples, n'a pas été intégré dans les calculs de l'indice LANDex afin d'éviter de donner la fausse impression que toute violence documentée contre ces défenseurs est acceptable.

Le tableau ci-dessous résume les indicateurs LANDex en fonction du type d'indicateur et de la méthodologie utilisée.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
B	B.1	B	B	B	B	B	B	B.1	B
C	B.2	C	C	C.1	C	C	C	B.2	C
	C			C.2				C	

18	Indicateurs basés sur les personnes
4	Indicateurs numériques ou de calcul
11	Indicateurs des initiatives mondiales en matière de données

Pour plus de détails sur les [méthodologies](#) LANDex par indicateur.

Derniers développements du LANDex

Après quatre années de mise en œuvre du LANDex dans plus de 30 pays répartis dans quatre régions, en 2022 et 2023, le ILC a fait le point sur les enseignements tirés du LANDex, en identifiant ses principaux points forts et les domaines à améliorer³. Grâce aux Consultations Régionales sur les Données organisées en 2022, qui comprenaient des représentants de toutes les Coalitions Foncières Nationales (CFNs), des plateformes et des utilisateurs de LANDex, des mesures claires ont été identifiées pour améliorer les données collectées sur certains groupes cibles et thématiques, tels que les jeunes et le climat, mais aussi pour rendre la collecte de données plus efficace et adaptée aux besoins de chaque région.

Paquets de données régionales

Au fil des ans, les équipes travaillant avec le LANDex ont constaté que la mise en œuvre des 33 indicateurs LANDex dans un pays pouvait être difficile, notamment en raison du nombre élevé d'indicateurs qui ne correspondent pas toujours aux besoins et aux priorités du pays. Il est donc devenu évident que l'outil devait adapter ses processus de collecte et d'utilisation des données. Il était donc important que LANDex s'adapte aux demandes et aux besoins des

³ Mieux connaître les réalisations des données LANDex et la voie à suivre : <https://www.landcoalition.org/en/resources/four-years-of-peoples-data-on-land/>

membres afin de pouvoir suivre et refléter au mieux les questions importantes liées au régime foncier et à la gouvernance dans les différents contextes régionaux. Les paquets de données régionales sont un ensemble défini d'indicateurs composés de deux éléments :

- a) Priorités thématiques : Les indicateurs qui reflètent les principaux domaines thématiques d'intérêt pour leur région, considérés comme des engagements de l'ILC.
- b) Indicateurs de base : Un ensemble d'indicateurs terrestres communs et globaux qui sont inclus dans tous les paquets régionaux.

Vous trouverez ci-dessous une description plus détaillée de la composition des paquets de données régionales.

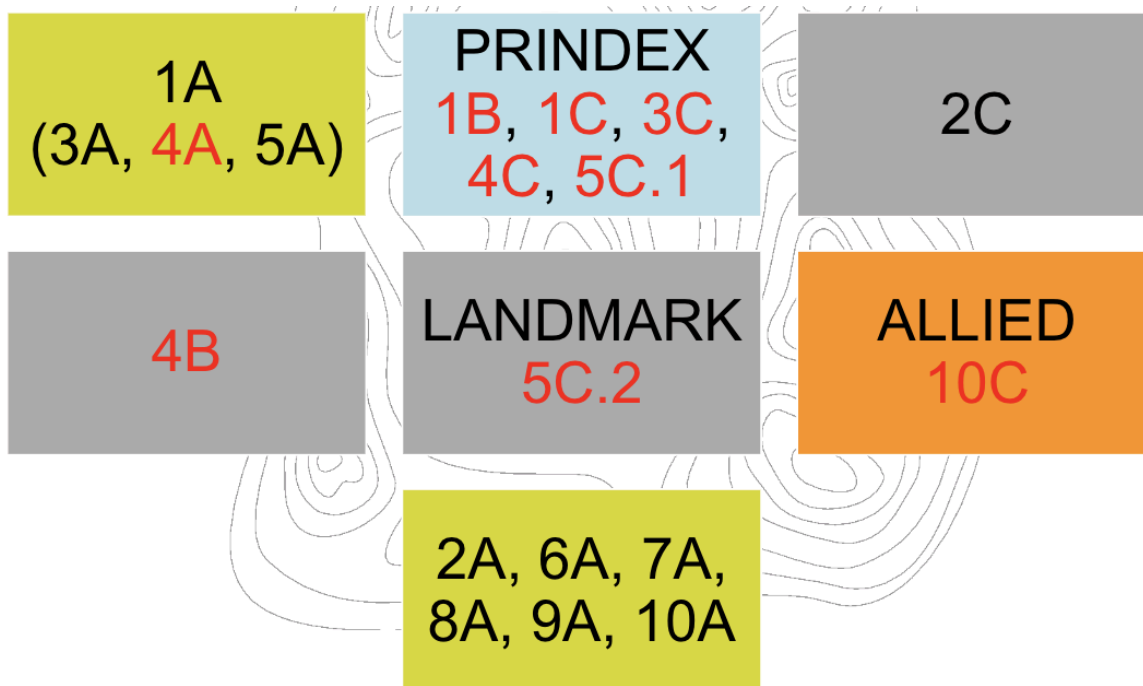
Priorités thématiques

Dans une enquête faisant partie des Consultations Régionales sur les Données, les participants ont été invités à identifier les principaux domaines thématiques d'intérêt pour leur région. Ce processus a permis de définir cinq à six priorités thématiques pour chaque région. Le tableau ci-dessous présente les priorités thématiques pour les différentes régions.

Priorités thématiques Afrique 1) Régime foncier 2) Droits fonciers des femmes 3) Changement climatique 4) Transparence dans l'administration et l'information foncières 5) L'accaparement des terres et les conflits	Priorités thématiques Asie 1) Droits fonciers des femmes 2) Changement climatique 3) Régime foncier 4) Agriculteurs familiaux et petits producteurs 5) Droits des peuples Autochtones 6) Leadership des jeunes et accès à la terre
Priorités thématiques Amérique latine et Caraïbes (ALC) 1) Régime foncier 2) L'accaparement des terres et les conflits 3) Droit des peuples Autochtones 4) Droits fonciers des femmes 5) Droits de l'homme et défenseurs de la terre 6) Agriculteurs familiaux et petits producteurs	Europe de l'Est, Moyen-Orient et Afrique du Nord (EMENA) <i>Aucune priorité n'a encore été identifiée pour la région EMENA, car les unités de coordination sont en cours de mise en place.</i>

Indicateurs de base

Outre les priorités thématiques, les Ensembles de Données Régionales comprennent également un ensemble d'indicateurs de base qui reflètent les indicateurs fonciers mondiaux prioritaires. Ces indicateurs ont été choisis en fonction de deux critères principaux : Tous les indicateurs de niveau A ont été retenus pour donner une vue d'ensemble du cadre juridique dans les pays, en tant que base d'une gouvernance foncière centrée sur les personnes. D'autre part, les indicateurs qui s'alignent sur les ODDs fonciers essentiels - 1.4.2, 5.a.1, 5.a.2 et 16.10.1, liés aux indicateurs surlignés en rouge ci-dessous - ont été retenus, ainsi que l'indicateur d'inégalité foncière issu de la série ILC Land Inequality. Les indicateurs de base permettent de collecter des données dans toutes les régions, ce qui nous permet de construire une base de référence commune pour faire des déclarations globales et des comparaisons entre les régions sur le régime foncier.



- 1B et 1C fournissent des données relatives à l'ODD 1.4.2 : Proportion de la population adulte totale ayant des droits fonciers garantis, (a) avec des documents légalement reconnus, et (b) qui perçoivent leurs droits fonciers comme garantis, par sexe et par type de régime foncier.
- 4A fournit des données correspondant à l'ODD 5.a.2 : Proportion de pays où le cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantit l'égalité des droits des femmes en matière de propriété et/ou de contrôle fonciers.
- 4B représente les données disponibles au niveau mondial de l'ODD 5.a.1 : (a) proportion de la population agricole totale possédant des droits de propriété ou des

droits sûrs sur les terres agricoles, par sexe ; et (b) part des femmes parmi les propriétaires ou les détenteurs de droits sur les terres agricoles, par type de régime foncier.

- 10C regroupe les données relatives à l'ODD 16.10.1 : Nombre de cas vérifiés d'assassinat, d'enlèvement, de disparition forcée, de détention arbitraire et de torture de journalistes, de personnel des médias associés, de syndicalistes et de défenseurs des droits de l'homme [y compris les défenseurs de la terre, des Autochtones et de l'environnement] au cours des 12 derniers mois.

En combinant les priorités thématiques régionales et les indicateurs de base, on obtient les Ensembles de Données Régionales suivants :

Ensemble de Données Régionales pour l'Afrique

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
B	B.1	B	B	B	B	B	B	B.1	B
C	B.2	C	C	C.1	C	C	C	B.2	C
	C			C.2				C	

	PRIORITÉS POUR L'AFRIQUE
	INDICATEURS DE BASE

Ensemble de Données Régionales pour l'Asie

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
B	B.1	B	B	B	B	B	B	B.1	B
C	B.2	C	C	C.1	C	C	C	B.2	C
	C			C.2				C	

	PRIORITÉS DE L'ASIE
	INDICATEURS DE BASE

Ensemble de Données Régionales sur l'ALC

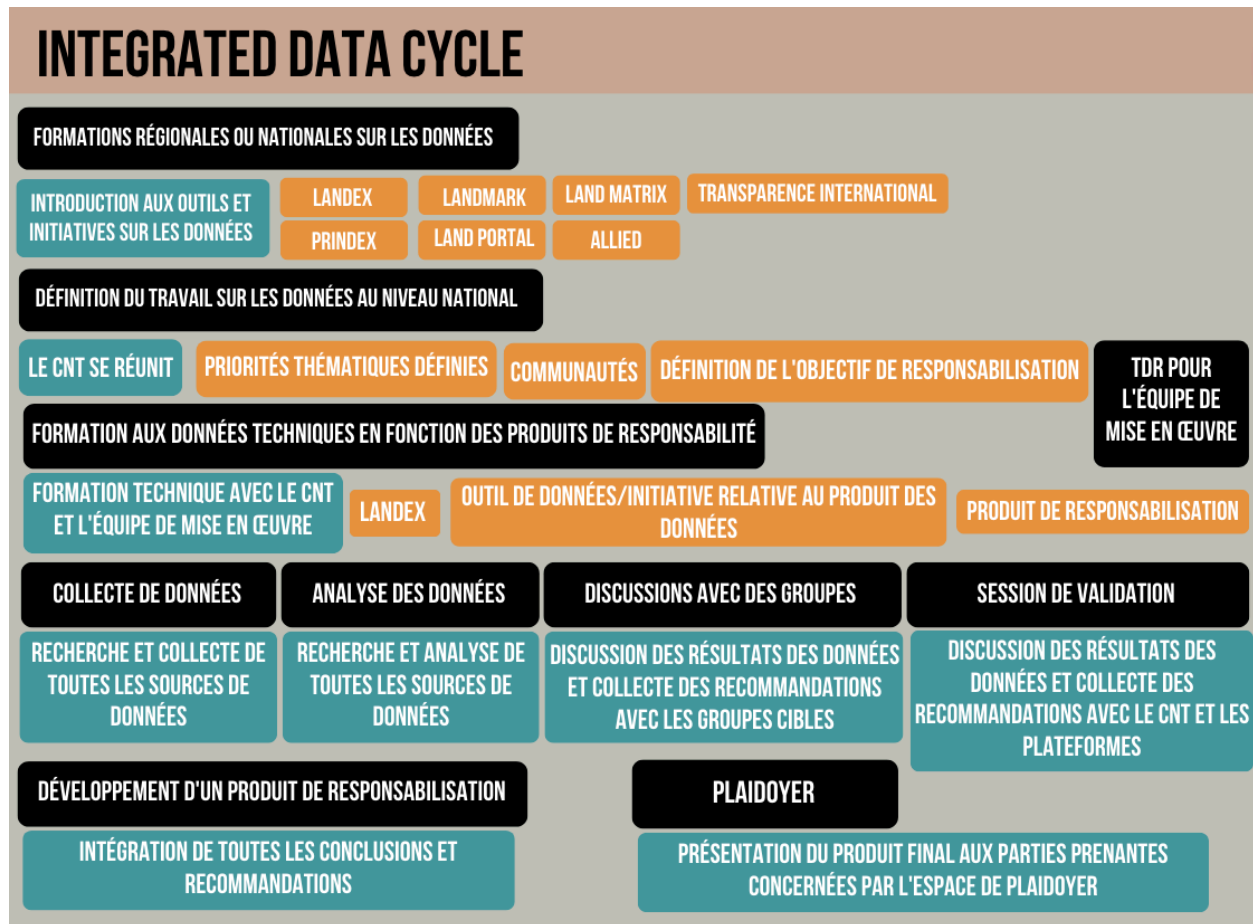
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	A	A	A	A	A	A	A	A	A
B	B.1	B	B	B	B	B	B	B.1	B
C	B.2	C	C	C.1	C	C	C	B.2	C
	C			C.2				C	

	ALC PRIORITIES
	INDICATEURS DE BASE

Ces paquets de données régionaux serviront de guide pour la collecte de données. Cependant, en fonction des besoins et des priorités identifiés par la Coalition Foncière Nationale (CFN) au début de la collecte de données, des indicateurs peuvent être ajoutés ou soustraits au paquet de données.

Mise en œuvre du LANDex : Quel est le processus de collecte des données ?

LANDex, qui suit les mêmes principes que les autres projets et activités soutenus par l'ILC, est un outil et un processus dirigé par les membres. Conformément au cycle intégré des données, la collecte des données et la définition des groupes cibles à inclure, ainsi que l'identification des espaces de plaidoyer pertinents pour présenter les résultats de la collecte des données, sont déterminées par les Coalitions Foncières Nationales (CFNs) dans chaque pays. Le cycle intégré des données contient plusieurs étapes relatives à la génération, à la collecte et à l'utilisation des données LANDex. Toutes les étapes sont expliquées en détail ci-dessous.



1. Formations nationales ou régionales sur les données :

Pour cette première étape, l'équipe chargée des données au CEI organise une première orientation ou une formation d'introduction à LANDex. Les participants à cette première formation sont les suivants :

Qui est concerné ?	Objectif et rôle
Équipe de données de l'ILC	Introduction à LANDex pour mieux comprendre l'outil et savoir comment obtenir un impact et une responsabilité grâce à ses données.
Représentants d'initiatives de partenaires de données LANDex	Brève introduction à chaque initiative de partenaire de données, afin d'expliquer comment chaque initiative individuelle travaille et collabore avec le LANDex.
Membres du CFN(s)	Mieux comprendre le LANDex et ses initiatives connexes en matière de données et commencer à identifier le type de données qui serait le plus utile dans le contexte national, en particulier lorsqu'il s'agit

	de définir les géographies prioritaires et les groupes cibles pour la collecte de données.
Représentants d'initiatives et de plateformes pertinentes dans le pays ou la région	Mieux comprendre le LANDex et ses initiatives connexes en matière de données, tout en veillant à l'alignement et à la complémentarité avec les plateformes de données et de plaidoyer pertinentes dans le pays et la région, ainsi qu'avec leurs objectifs.
Représentants des Unités de Coordination Régionales (UCR) de l'ILC, dirigées par le point focal régional pour les données	Diriger la coordination du renforcement des capacités nationales et régionales et de l'apprentissage en ce qui concerne le LANDex. Soutenir la coordination entre les CFN et l'équipe mondiale de l'ILC et les UCR.
Représentants de l'Objectif Stratégique 1, régional et mondial	Soutenir la coordination et la définition des priorités conformément à la stratégie pertinente du CFN.
Représentants de l'Objectif Stratégique 3, régional et mondial	Soutenir la coordination et la définition d'un espace de sensibilisation pour la présentation des données.

2. La CFN se réunit

Après la présentation du LANDex et des initiatives connexes en matière de données, la CFN se réunit afin de définir l'élément clé suivant pour la collecte de données :

a) Priorités thématiques :

Elles peuvent être conformes au Paquet de Données Régionales LANDex ou s'en inspirer et être adaptées aux besoins nationaux.

b) Groupes cibles :

Groupes spécifiques au sein de la population générale qui seront ciblés pour des discussions avec des groupes cibles (DGC) afin de mieux comprendre leurs expériences et leurs points de vue sur les questions de gouvernance foncière et de générer avec eux des recommandations concrètes pour des changements dans les politiques et les pratiques.

c) Cible et espace de responsabilité :

Après avoir identifié les données qui seront collectées et priorisées par la CFN, il est important d'identifier les espaces de responsabilité et de plaidoyer ciblés. Où ces données seront-elles collectées et sous quelle forme ? Qui doit les voir et les comprendre, et sont-elles liées à un cadre ou à un processus spécifique (ODD, CBD, etc.) ? Des événements, des campagnes et/ou des produits concrets doivent être identifiés si possible.

d) Expert juridique :

La CFN devra identifier un expert juridique ou un petit groupe d'experts juridiques qui seront chargés de répondre aux indicateurs LANDex qui évaluent la solidité du cadre juridique dans chaque pays sur une série de sujets (indicateurs de niveau A).

e) Équipe ou personne chargée de la mise en œuvre :

La CFN devra se mettre d'accord sur un ensemble simplifié de responsabilités (ou Termes de Référence - TDR) pour une personne, une organisation ou une équipe qui dirigera la mise en œuvre du LANDex et l'élaboration du produit de données à utiliser dans l'espace de responsabilité identifié.

f) Le budget :

Quel est le budget souhaité pour bien mener toutes les activités liées aux données ?

Afin de faciliter ce processus et de s'assurer que toutes les considérations pertinentes ont été prises en compte, l'ILC partagera un modèle de guide avec la CFN après l'étape 1. Il sera demandé à la CFN de remplir le modèle et de le communiquer au CEI une fois qu'il aura été complété.⁴

3. Formation technique LANDex

Qui est concerné ?	Objectif et rôle
Équipe de données de l'ILC	Donner une formation technique plus détaillée de LANDex.
Représentant de l'initiative des partenaires en matière de données	Fournir une formation plus détaillée sur l'outil de données en question - s'il est identifié comme une priorité pour la CFN - et présenter les données existantes dans le pays. Cela permettra de comprendre comment les différentes données peuvent se compléter.
Représentant de la CFN	Partager les décisions prises à l'étape 2 et suivre les processus et la formation technique sur les outils de données. Définir et convenir du budget pour la mise en œuvre du LANDex.
Équipe, organisation ou personne chargée de la mise en œuvre	Comprendre le fonctionnement du LANDex et prendre note des exigences en matière de collecte de

⁴ Le modèle de guide de mise en œuvre pour les CLN est également disponible [ici](#).

	données, y compris la liste des répondants, des experts juridiques, des discussions avec des groupes cibles (DGC), des sources de données nationales et des informations complémentaires nécessaires pour le rapport.
Représentants de l'Objectif Stratégique 3	S'aligner sur la décision prise par la CFN concernant l'espace de plaidoyer et le produit de responsabilité. Voir s'il existe des ressources complémentaires à intégrer dans le produit de données.

4. Collecte de données LANDex

L'équipe de données de l'ILC et l'équipe nationale de mise en œuvre travailleront ensemble pour assembler l'ensemble de données LANDex. Mais la répartition des tâches suit quelques lignes générales. L'équipe nationale de mise en œuvre est responsable de la collecte des données de tous les indicateurs basés sur la population, qui nécessitent des réponses générées localement et basées sur la population. L'équipe de données de l'ILC - point focal régional et équipe mondiale - est responsable de la majorité des indicateurs de calcul et des indicateurs des initiatives de données mondiales. Cependant, tous les indicateurs seront examinés par toutes les parties et validés par la plateforme qui utilise les données afin d'en garantir la qualité, l'exactitude et la pertinence.

Exigences pour les Indicateurs basés sur la population :

Pour collecter les données des indicateurs basés sur la population, l'équipe de mise en œuvre s'appuiera sur la liste des personnes interrogées mentionnée à l'étape 3 et générée en collaboration avec la CFN. Cette liste permettra de suivre le nombre de personnes interrogées qui ont fourni des données et les progrès réalisés par rapport aux quotas obligatoires et à la taille des échantillons, décrits ci-dessous. Pour que les indicateurs basés sur la population soient considérés comme complets, les conditions suivantes doivent être remplies :

- Les indicateurs basés sur les personnes qui s'interrogent du cadre juridique en place dans un pays doivent être renseignés par des experts juridiques et doivent inclure des citations, des justifications et des références solides. La sélection des experts juridiques doit être soutenue par la CFN.
- Les indicateurs basés sur les personnes qui examinent la mise en œuvre du cadre juridique et ses résultats doivent avoir au moins deux répondants de deux secteurs différents. Les répondants peuvent être issus d'une organisation non gouvernementale

(ONG), d'une organisation de la société civile (OSC), d'une institution académique ou de recherche, d'un gouvernement, du secteur privé ou d'un autre secteur, au cas où ils ne s'identifieraient pas à l'une des autres options.

- Outre l'exigence de deux répondants de deux secteurs différents, il est également obligatoire d'inclure au moins un répondant féminin pour chaque indicateur basé sur la population. Si l'un des deux répondants de deux secteurs différents est une femme, cette exigence est remplie. Cette exigence garantit la participation et la représentation minimale des femmes et de leurs points de vue dans les données collectées par les membres de l'ILC par le biais du LANDex.
- En outre, les jeunes devraient diriger l'identification des répondants pour les blocs jeunesse dans le cadre des indicateurs basés sur la population.
- Enfin, l'ensemble des données doit comprendre au moins un représentant d'une organisation populaire et des peuples, et un représentant d'une organisation de femmes.

Voici une liste de contrôle rapide de tous les indicateurs (non juridiques) fondés sur les personnes :

- Cet indicateur a-t-il deux répondants ?
- Les personnes interrogées proviennent-elles de deux secteurs différents ?
- L'un des répondants est-il une femme ?
- Les répondants des blocs jeunesse sont-ils identifiés par des jeunes ?

Voici une liste de contrôle rapide à utiliser pour l'ensemble des données :

- L'une des personnes interrogées pour un indicateur basé sur les personnes fait-elle partie d'une organisation populaire et des peuples ?
- L'une des personnes interrogées pour un indicateur basé sur les personnes fait-elle partie d'une organisation de femmes ?

Toutes les données soumises au LANDex sont examinées par l'équipe de données de l'ILC et par l'équipe de mise en œuvre. L'équipe de mise en œuvre confirme les informations d'identification du répondant - son organisation et son affiliation sectorielle - et vérifie l'exhaustivité des réponses fournies. L'équipe de données de l'ILC examine tous les ensembles

de données approuvés par l'équipe de mise en œuvre, ce qui constitue une deuxième mesure de contrôle de la qualité.

5. Analyse des données

L'analyse des données comprend trois éléments :

- a) L'ensemble des données LANDex sera analysé par l'équipe de données de l'ILC. Cela comprend la génération de scores d'indicateurs et d'engagements et le développement de Killer Facts (résultats clés) pour chaque indicateur LANDex.
 - i) Voici un exemple de Killer Facts au [Kirghizstan](#).
- b) L'équipe de mise en œuvre analysera les données nationales et les informations supplémentaires qui seront utilisées pour contextualiser l'exercice de collecte de données et pour fournir un éventail plus large d'informations pertinentes pour le produit de responsabilisation défini.
- c) La ou les initiatives des partenaires de données identifiées comme pertinentes pour les priorités thématiques, l'axe géographique ou les groupes cibles seront invités à poursuivre l'analyse et la présentation de leurs données de manière à les rendre pertinentes et utilisables dans le cadre du produit de responsabilisation défini.

Les données analysées seront examinées par toutes les parties concernées.

6. Discussions avec des groupes cibles (DGC)

En plus de diriger la collecte de données via la plateforme LANDex, il est demandé à l'équipe de mise en œuvre d'organiser au moins un DGC avec l'un des groupes cibles identifiés par le CFN à l'étape 2. Pendant le DGC, les résultats préliminaires de la collecte de données (LANDex et autres) peuvent être présentés et discutés. Le DGC peut être utilisé pour générer des données supplémentaires et complémentaires et/ou servir d'espace pour générer des recommandations concrètes afin d'améliorer l'état actuel de la gouvernance foncière dans le pays. L'ILC recommande un DGC réservé aux femmes et un second DGC avec un autre groupe cible, si possible. Les résultats du DGC peuvent être mis en évidence dans le produit de redevabilité.

En fonction de l'objectif de la discussion avec des groupes cibles (DGC), un petit guide peut être fourni séparément.

7. Validation de tous les résultats des données

Tout comme la FGD, la session de validation, organisée par l'équipe de mise en œuvre, doit avoir pour objectif de présenter, de discuter et d'acquérir une compréhension globale des données générées et centralisées au cours des étapes 5 et 6 du cycle de données. La session de validation doit inclure la participation des membres du CFN, des représentants des groupes cibles, ainsi que d'autres partenaires stratégiques et acteurs clés, y compris le gouvernement. Au cours de la session de validation, des recommandations et des conclusions spécifiques basées sur les données peuvent également être élaborées conjointement. Celles-ci peuvent être reflétées avec les recommandations de la discussion avec des groupes cibles (DGC) dans le produit de responsabilisation.

8. Élaboration du produit de responsabilisation

Une fois que toutes les données sont disponibles, y compris les contributions des groupes de discussion et de la session de validation, le produit final de reddition des comptes peut être élaboré.

9. Plaidoyer

Le produit final de responsabilisation sera présenté à l'espace de plaidoyer préalablement défini (étape 2), élaboré par le CFN en collaboration avec l'équipe de mise en œuvre. L'équipe SO3 de l'ILC soutiendra l'engagement des membres dans les espaces de plaidoyer nationaux, régionaux et mondiaux prioritaires dans la mesure du possible.

Produits de responsabilisation

LANDex a été utilisé au niveau national et régional pour générer des données de base comparables sur les indicateurs clés de la gouvernance foncière. Les résultats ont été utilisés dans le dialogue officiel, les rapports analytiques et les comptes-rendus politiques. De plus en plus, le LANDex est utilisé pour surveiller les droits fonciers dans des cadres tels que les ODD, la CEDAW, le CESC et les VGGT. Vous trouverez ci-dessous une liste accompagnée d'une

brève description des produits de responsabilisation possibles qui peuvent être réalisés à l'aide des données LANDex.

Produit de responsabilisation	Description
Rapports alternatifs sur les ODD	Les données LANDex peuvent être traduites en un total de 10 objectifs de développement durable (ODDs). Les données peuvent se rapporter directement et indirectement à un certain nombre d'indicateurs des ODD, y compris des indicateurs fonciers clés tels que 1.4.2, 5.a.2, 5.a.2 et 16.10.1. En rassemblant différentes sources de données relatives aux ODD, il est possible de développer un produit de responsabilisation qui fournit une vue d'ensemble des progrès et de la réalisation des ODD dans un pays donné, en mettant particulièrement l'accent sur les ODD liés à la terre.
Rapports VGGT	Les données LANDex peuvent être utilisées pour divulguer plusieurs chapitres des VGGT, directement et indirectement. En rassemblant différentes sources de données, il est possible de développer un produit de responsabilisation des VGGT qui offre une image plus large de l'état actuel des VGGT dans un pays donné.
Rapports CEDAW	Les données LANDex peuvent être utilisées pour informer les exercices de suivi et de rapport de la CEDEF. L'accent n'est cependant pas mis sur les données LANDex, mais celles-ci sont utilisées pour accompagner le récit du rapport.
Rapports du CESC	Les données LANDex peuvent être utilisées pour informer les exercices de suivi et de rapport du CESC. L'accent n'est toutefois pas mis sur les données LANDex, mais celles-ci sont utilisées pour accompagner le texte du rapport.
Évaluations par pays (Country assessment)	Les évaluations nationales proposent une analyse approfondie des données LANDex pour chaque indicateur. Cependant, en plus des données LANDex, ce produit présentera également les réflexions et les réponses à une série de questions supplémentaires qui vont au-delà des enquêtes LANDex, mais qui sont toujours liées thématiquement. La méthodologie pour ce produit est différente de celle décrite dans le cycle intégré des données. Les principaux changements sont les suivants : • La mise en œuvre ne requiert pas le minimum habituel de répondants, mais le CFN identifie un ensemble d'experts (1 ou 2, mais aussi plus) pour répondre aux indicateurs LANDex. • Ces experts, en collaboration avec le CFN, décident quelles sont les questions supplémentaires les plus pertinentes à intégrer dans l'évaluation.

Fiches thématiques	Conformément aux filtres thématiques du site web LANDex, il est possible d'élaborer des fiches thématiques de 1 à 2 pages qui reflètent les résultats des données les plus importantes pour l'accent thématique. L'accent thématique peut porter sur les sujets suivants : • Droits fonciers des femmes • Peuples Autochtones • Communautés locales • La jeunesse • Climat et écosystèmes • Défenseurs des populations Autochtones, de la terre et de l'environnement
--------------------	--

Des exemples, des modèles et des indications plus précises sur la manière de réaliser chaque produit seront fournis dans des documents séparés ou seront disponibles sur le [site web de LANDex](#).

Veuillez également consulter la [page d'actualités de LANDex](#) pour vous tenir au courant des différents rapports produits sur la base des données LANDex.

Questions fréquemment posées

- Comment utiliser le LANDex ?

LANDex est une plateforme ouverte en ligne qui peut être utilisée pour organiser les données existantes et générer de nouvelles données relatives à la gouvernance foncière.

Il permet de centraliser et d'organiser les données en fonction d'indicateurs communs, données qui peuvent être téléchargées, analysées et utilisées pour plaider en faveur d'une meilleure gouvernance foncière, davantage axée sur les personnes. Les données collectées et générées par le LANDex peuvent être appliquées aux cadres de développement et de droits de l'homme tels que les ODD et les VGGT.

- Dois-je mettre en œuvre tous les indicateurs ?

Les indicateurs que vous choisissez de mettre en œuvre doivent dépendre de vos priorités, de vos capacités et de vos objectifs.

Pour toutes les plateformes multipartites travaillant avec l'ILC, nous recommandons la mise en œuvre de l'ensemble des 33 indicateurs lors du premier cycle de collecte de données. La mise en œuvre complète donne l'image la plus complète de la gouvernance foncière dans le pays et nous permet de mieux comprendre les relations entre les engagements et au sein des niveaux A-B-C.

La mise en œuvre d'indicateurs sélectionnés peut toutefois produire des résultats importants, en particulier dans le cadre d'un projet dont le champ d'application est défini.

- Combien de temps cela prend-il ?

Réponse courte : Entre 2 et 5 mois. Le temps nécessaire à la mise en œuvre du LANDex dépend d'un certain nombre de facteurs :

- Nombre d'indicateurs en cours de mise en œuvre
- Nombre de personnes travaillant à l'identification des données et à la coordination des réponses basées sur la population
- Accessibilité des données officielles nécessaires pour remplir les indicateurs de calcul

Une remarque importante : certains indicateurs sont plus faciles que d'autres ! Les indicateurs préparés au niveau mondial ne seront examinés et validés que par les partenaires locaux, tandis que ceux qui requièrent des réponses basées sur les personnes nécessitent plus de travail, de suivi et de traitement.

- À quelle fréquence les données sont-elles collectées ?

Les données sont saisies dans LANDex en continu et il n'y a pas de règles concernant le moment où les réponses peuvent être soumises, à l'exception de la limite d'un indicateur par personne ou organisation tous les 12 mois.

Dans les pays dotés d'une plateforme soutenue par l'ILC, les poussées organisées pour la collecte et l'examen des données suivent un cycle de trois ans, aligné sur la stratégie nationale. Mais les réponses individuelles peuvent être téléchargées à tout moment pour être examinées.

Au fil du temps, LANDex peut être utilisé pour suivre les améliorations (ou les régressions) dans certains domaines de la gouvernance foncière.

- Que signifient les scores ?

Tous les scores LANDex sont établis sur une échelle de 0 à 100, où 100 représente le score le plus élevé possible.

- Sur un indicateur basé sur les personnes, où les points sont gagnés par des réponses positives, cela signifierait que les répondants ont donné le score le plus élevé possible pour chaque question.
 - C'est-à-dire si tout le monde était d'accord pour dire que les plans d'utilisation des terres rurales dans leur pays étaient entièrement (100 %) basés sur l'avis du public (7B).
- Pour un indicateur basé sur le calcul, cela signifierait que le pays a atteint la valeur numérique la plus élevée possible.
 - C'est-à-dire si, dans tous les cas (100 %) d'accaparement de terres, des mesures ont été prises à l'encontre de l'auteur de l'infraction (9C).
- Dans le cas d'une enquête ou d'un indicateur basé sur des initiatives globales de données, il s'agirait de la réalisation la plus élevée possible de l'indicateur en question.
 - C'est-à-dire si toutes les femmes rurales (100 %) estiment que leurs droits fonciers sont garantis. (4C).

Malheureusement, les scores atteignent rarement 100, mais le fait qu'ils soient proches de 100 nous indique le degré d'avancement d'un pays par rapport à un certain indicateur.

Actuellement, toutes les réponses à un indicateur basé sur les personnes ont le même poids.

Si au moins deux scores d'indicateurs sont générés, le système est en mesure de calculer un score LANDex au niveau de l'engagement, qui est une moyenne des scores d'indicateurs correspondants pour cet engagement. Lorsque trois scores d'engagement ou plus sont générés, un score LANDex au niveau du pays est dérivé, reflétant une moyenne de tous les scores d'indicateurs - et non d'engagement - générés pour ce pays.

Indicateurs par engagement

Vous trouverez ci-dessous un résumé de tous les indicateurs LANDex, y compris un titre abrégé, le type d'indicateur et un lien vers le formulaire de soumission pour les indicateurs qui ne sont pas pré-calculés par l'équipe mondiale LANDex.

	Indicateur (abrégé)	Type d'indicateur	Source des données, si elles ne sont pas basées sur les personnes	Action	Lien
1	1A : Le cadre juridique national garantit la sécurité des droits fonciers	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	1A
2	1B : Hommes et femmes ruraux avec documentation	Basé sur une initiative globale	Prindex	L'équipe locale examine le calcul global	N/A
3	1C : Les hommes et les femmes des zones rurales qui estiment que leurs droits sont garantis	Basé sur une initiative globale	Prindex	L'équipe locale examine le calcul global	N/A
4	2A : Le cadre juridique national soutient les agriculteurs familiaux	Basé sur une initiative globale		Répondants aux ID des équipes locales	2A
5	2B : Budget et des programmes dédiés soutiennent les agriculteurs familiaux	Calcul	Données nationales existantes	L'équipe locale détermine si les données sont disponibles	2B.1

6	2B.2 : Environnement favorable et habilitant pour les agriculteurs familiaux	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	2B.2
7	2C : Répartition équitable des terres, par taille	Calcul	Base de données LANDex Land Gini	L'équipe locale détermine si les données sont disponibles	N/A
8	3A : Le cadre juridique national reconnaît la diversité des droits fonciers	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	3A
9	3B : Divers droits d'occupation sont mis en œuvre dans la pratique	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	3B
10	3C : Hommes et femmes ruraux vivant sur des terres communautaires et estimant que leurs droits sont garantis	Basé sur une initiative globale	Prindex	L'équipe locale examine le calcul global	N/A
11	4A : Le cadre juridique national sur la terre tient compte de la dimension de genre	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	4A
12	4B : Proportion de femmes parmi les propriétaires ou ayants droit agricoles	Calcul		L'équipe locale détermine si les données sont disponibles	4B
13	4C : Les femmes rurales qui estiment que leurs droits sont garantis	Basé sur une initiative globale	Prindex	L'équipe locale examine le calcul global	N/A

14	5A : Le cadre juridique national reconnaît le droit des peuples autochtones à la terre, aux territoires et aux ressources	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	5A
15	5B : Les droits des peuples autochtones sont mis en œuvre et reconnus dans la pratique	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	5B
16	5C.1 : Les peuples autochtones qui estiment que leurs droits sont garantis	Basé sur une initiative globale	Prindex	L'équipe locale examine le calcul global	N/A
17	5C.2 : Proportion des terres détenues ou utilisées par les peuples autochtones qui sont reconnues	Basé sur une initiative globale	Land Mark	L'équipe locale examine les données mondiales	N/A
18	6A : Le cadre juridique national favorise le développement local et durable de la nature et des écosystèmes	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	6A
19	6B : Proportion de districts ruraux dotés de plans d'aménagement du territoire durables et inclusifs	Calcul		L'équipe locale détermine si les données sont disponibles	6B
20	6C : Contrôle des terres et des écosystèmes par les peuples autochtones et les communautés locales	Calcul		L'équipe locale examine le calcul global	N/A
21	7A : Le cadre juridique national favorise la prise de décision inclusive	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	7A

22	7B : La gestion de l'utilisation des terres rurales est basée sur l'avis du public	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	7B
23	7C : Les plateformes multipartites sur les terres sont accessibles et inclusives	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	7C
24	8A : Le cadre juridique national prévoit des données actualisées, fiables et accessibles et des garanties contre la corruption.	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	8A
25	8B : Complétude et ouverture des données et informations publiques sur les terres	Basé sur une initiative globale	SOLIndex (Land Potral)	Répondants aux ID des équipes locales	8B
26	8C : Corruption dans le secteur foncier	Basé sur une initiative globale	Indice de perception de la corruption (IPC)	L'équipe locale examine le calcul global	N/A
27	9A : Le cadre juridique national comprend des garanties et empêche l'accaparement des terres.	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	9A
28	9B.1 : Cas où des conflits ont été signalés dans le cadre d'acquisitions foncières à grande échelle	Basé sur une initiative globale	Land Matrix	L'équipe locale examine les données mondiales	N/A
29	9B.2 : Le consentement préalable, libre et éclairé et d'autres garanties sont mis en œuvre dans les transactions foncières	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	9B.2

30	9C : Acquisitions de terres à grande échelle ayant fait l'objet d'une compensation ou d'une action corrective	Basé sur une initiative globale	Land Matrix	L'équipe locale examine les données mondiales	N/A
31	10A : Le cadre juridique national protège les droits des défenseurs de la terre et de l'environnement	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	10A
32	10B : Des mécanismes de protection garantissent la sécurité des défenseurs de la terre et de l'environnement	Basé sur les personnes		Répondants aux ID des équipes locales	10B
33	10C : Attaques contre les défenseurs des populations autochtones, de la terre et de l'environnement	Basé sur une initiative globale	ALLIED	L'équipe locale détermine si les données sont disponibles	N/A